



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

01 juin 2026

N° 339

Prix: 25 gourdes

## EDITORIAL

### LES MASSES EXPLOITÉES DOIVENT CESSER DE COMPTER LEURS MORTS

Depuis plusieurs semaines, des gangs de la coalition " Viv Ansanm " s'affrontent dans la plaine du Cul-de-Sac qui est située à l'entrée nord de la capitale. Cette guerre entre bandes criminelles rivales fait de nombreuses victimes parmi elles de nombreux ouvrières et ouvriers travaillant sur la zone industrielle. Une situation qui contraste avec les mensonges du gouvernement sur les opérations de la Police contre les gangs et les faux espoirs entretenus par l'arrivée la nouvelle force militaire étrangère, la "Force de Suppression des Gangs" FSG comme un sauveur. Seule la population pauvre peut se sauver elle-même.



Massacres, enlèvements, incendies. Pour échapper à cette violence, les habitants des zones touchées — Fujy, Pierre VI, Martial, Dos Rigole et d'autres encore — ont dû abandonner leurs maisons et se réfugier sur des terrains vagues à Trois-Mains, à Drouillard ou encore au Parc Athletic. Dans ces refuges improvisés, les déplacés vivent depuis plus de deux semaines dans des conditions catastrophiques : dans la poussière, au milieu des déchets, sans nourriture ni eau potable. Faute de tentes, ils utilisent des morceaux de tissu, des cartons ou des tapis pour se protéger du soleil. La moindre pluie rend la situation encore plus catastrophique.

À travers tout le pays, ce sont des centaines de milliers de familles qui connaissent le même sort. De Port-au-Prince à l'Artibonite, en passant par le Centre, les criminels ont plongé des populations entières dans la misère et l'errance. Beaucoup survivent dans des camps indignes, même pas convenables pour des animaux. C'est révoltant.

Cela fait plus de six ans, aucun gouvernement n'a jamais démontré la moindre volonté de protéger les masses populaires,

premières victimes de cette violence. Aucune mesure sérieuse n'a été prise pour reloger les déplacés, alors que des millions sont régulièrement dépensés pour louer des hôtels, acheter des villa en vue de loger des bâtiments administratifs ou encore aménager des bases militaires.

Le seul moment où la population a connu un répit, ce fut le 23 avril 2023, lorsqu'elle s'est soulevée contre les gangs. Ce jour-là, la peur avait changé de camp.

C'est cette même mobilisation populaire, plus consciente cette fois, avec plus d'organisation et d'ampleur, qui peut aujourd'hui freiner les actes criminels des gangs. Ceux-ci ne sont pas plus nombreux que la population et ne pourront pas résister à la colère des travailleurs, des paysans pauvres, des ouvriers, des jobbeurs et des chômeurs décidés à défendre leurs proches et leurs quartiers.

Les masses exploitées ont la force et les moyens de mettre fin à l'insécurité sous toutes ses formes. La seule chose qui leur manque, c'est la conscience de leur propre force ainsi qu'une organisation révolutionnaire capable de diriger ces luttes.■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Les masses exploitées doivent cesser de compter leurs morts

### Leur Société

- ⇒ Page 2
  - Le département de l'Artibonite sous la botte des gangs
  - Kidnappings : six ans d'échec des autorités
  - Qui veut la paix prépare la guerre
  - Tabarre une commune en ruine
- ⇒ Page 3
  - Notre drapeau est rouge
  - Des luttes spontanées aux luttes conscientes

### Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
  - L'application du nouveau salaire : la contre-offensive patronale
  - Prélèvement de l'OFATMA à Wilbès
- ⇒ Page 4
  - 800 gourdes, loin du compte

### Dans l'international

- ⇒ Page 4
  - Cuba dans le viseur de l'impérialisme américain

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## LE DÉPARTEMENT DE L'ARTIBONITE SOUS LA BOTTE DES GANGS

Depuis le début de l'année 2026, les gangs resserrent leur emprise sur le département de l'Artibonite. Les groupes armés Kokorat San Ras et Baz Gran Grif multiplient les attaques contre la population civile. Leur objectif est clair : étendre leur contrôle du territoire et imposer leur propre système de racket, notamment sur la Route nationale numéro 1, principal axe reliant le Nord et l'Artibonite à la capitale.

Pour établir leurs postes de péage criminels et soumettre la population, les gangs tuent, incendient, pillent et terrorisent. Partout où ils passent, ils sèment la mort et la désolation.

Dans la nuit du 28 au 29 mars, les hommes du gang Baz Gran Grif ont massacré plus de trente personnes dans les localités de Jean-Denis, Fond-Benoît, Mégrielle, Raymond Saint, Boulain et Acia,

selon le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH). Ce carnage n'a pourtant pas connu d'accalmie.

Au début du mois de mai, les mêmes criminels ont tendu une embuscade aux habitants de Pitray, dans la première section communale de Petite-Rivière de l'Artibonite. Deux personnes ont été assassinées. Le lendemain, d'autres localités de la commune étaient à leur tour attaquées.

De leur côté, les membres du gang Kokorat San Ras, retranchés dans la localité de Lacroix-Périssette, continuent à faire payer à la population le prix des opérations policières dirigées contre eux. Le 27 mai, alors qu'ils étaient en fuite, ils ont envahi la section communale de Bayonnet, où ils ont assassiné au moins deux habitants et semé la panique dans le marché de Poteau, non loin des Gonaïves.

Et la spirale de violence ne s'arrête pas. Le samedi 30 mai, trois policiers et un brigadier ont été abattus par des bandits à Verrettes. Malgré les discours officiels sur les opérations en cours et les prétendus progrès dans la lutte contre l'insécurité, les groupes armés continuent d'étendre leur pouvoir de nuisance.

Pendant ce temps, les habitants de l'Artibonite vivent dans la peur permanente. Ils ne savent jamais si leur localité sera la prochaine cible. Les marchés se vident, les déplacements deviennent dangereux et de nombreuses familles abandonnent leurs maisons pour chercher refuge ailleurs.

Les masses populaires de la région doivent savoir que cette situation n'est pas une fatalité. Elles doivent être conscientes que la solution viendra pas des autorités mais de leurs luttes.■

## KIDNAPPINGS : SIX ANS D'ÉCHEC DES AUTORITÉS

Les enlèvements continuent de terroriser la population. À Delmas, Bourdon, Pétienville, et dans plusieurs autres quartiers de la capitale, les cas se multiplient. Derrière chaque kidnapping se cache le même cauchemar : des familles ruinées, des otages torturés, des traumatismes et des ravisseurs toujours plus gourmands.

Selon plusieurs médias, plus d'une vingtaine d'enlèvements ont été signalés dans les quartiers de Delmas 83, Delmas 75 et Catalpa entre le 15 et le 17 mai 2026. Cette recrudescence inquiète profondément les habitants.

Le cas le plus récent s'est produit le 26 mai dernier à Bourdon. Des ravisseurs ont tenté d'enlever le Dr Germain, propriétaire du laboratoire GAMMA. N'ayant pas réussi, ils ont criblé son véhicule de balles et l'ont tué. Dans bien d'autres cas, les familles préfèrent garder le silence dans l'espoir de revoir leurs proches vivants.

Les gangs réclament des rançons

exorbitantes. Mais cela ne leur suffit souvent pas. Après avoir reçu l'argent, ils exigent parfois un second paiement avant de libérer leur victime. Pendant leur captivité, de nombreux otages subissent coups, humiliations et mauvais traitements.

Le plus révoltant est que plusieurs anciens otages affirment avoir été détenus dans des quartiers de la capitale contrôlés par les gangs. Ils expliquent également que les ravisseurs communiquent régulièrement avec leurs proches par téléphone pour négocier les rançons.

Pendant près de six ans, les gangs ont ainsi utilisé des téléphones, déplacés des otages, encaissé des rançons et maintenu des réseaux

criminels bien implantés. Malgré toutes ces informations, malgré les appels, les localisations possibles et les témoignages des victimes, la Police et les FAD'H n'ont jamais réussi à démanteler ces réseaux ni à mettre un chef hors d'état de nuire.

À chaque flambée de kidnappings, les autorités annoncent des opérations, installent quelques points de contrôle et promettent des résultats. Mais les enlèvements reprennent de plus belle.

Comment continuer à faire confiance à des institutions qui, depuis des années, se montrent incapables d'enrayer un phénomène dont les auteurs opèrent au cœur même de la capitale ?■

## QUI VEUT LA PAIX PRÉPARE LA GUERRE

Depuis le mois d'avril, on constate sur les réseaux sociaux une campagne demandant à la population d'accepter l'idée d'une paix avec les gangs. Certains politiciens et personnalités qui aspirent à se porter candidats aux prochaines élections multiplient déjà les manœuvres politiques en prêchant cette option.

Cela fait maintenant plus de six ans que les gangs imposent leur terreur à la population. À travers une violence soutenue, ils sont parvenus à contrôler trois départements, dont près de 80 % du département de l'Ouest. Dans les zones qu'ils dominent, ils imposent une véritable dictature : ces quartiers sont devenus des prisons à ciel ouvert pour leurs habitants. Les gangs y font régner toutes sortes de crimes et y instaurent une économie criminelle et prédatrice, fondée sur le racket et le pillage de la population.

Les péages illégaux qu'ils imposent sur les routes reliant la capitale au reste du pays ont de graves conséquences sur les

conditions de vie de toute la population.

Depuis leur apparition, les gangs n'ont jamais montré la moindre sensibilité envers la population. Les massacres se comptent par dizaines, les morts par milliers. Pendant que certains prêchent la paix, les criminels continuent de tuer des centaines d'innocents dans la plaine du Cul-de-Sac et dans l'Artibonite.

Ce que veulent les gangs et leurs alliés désormais, c'est la reconnaissance et la tranquillité nécessaire pour profiter pleinement de leur butin.

Car d'anciens petits voyous d'hier, les principaux chefs de gangs sont devenus

immensément riches. Pourtant, la jouissance de cette richesse reste enfermée derrière leurs résidences luxueuses et leurs bunkers. Ils souhaitent aujourd'hui transformer leurs fortunes criminelles en fortunes respectables.

Quels que soient les mensonges diffusés pour préparer cette opération de blanchiment politique, la population n'oubliera ni les crimes ni les bourreaux. Elle n'oubliera pas ses morts, ses déplacés, ses maisons incendiées et ses quartiers détruits.

La paix véritable ne peut être construite avec ceux qui vivent de la terreur. Elle ne peut naître que de la fin de leur pouvoir de nuisance.■

## TABARRE UNE COMMUNE EN RUINE

Si l'on se trouve à Gérald Bataille et que l'on veut rejoindre Carrefour Fleuriot en passant par Carrefour Rita, il faut parfois près de deux heures en voiture. La principale cause de cette situation est l'état catastrophique des infrastructures routières de la commune.

Dans le centre de Tabarre, il est difficile de trouver une seule route en bon état. Les égouts sont détruits ou obstrués par les ordures et les alluvions. Les canalisations, rarement curées, déversent les

eaux directement sur la chaussée, accélérant ainsi la dégradation des routes.

Dans certaines zones, les derniers vestiges des anciennes routes asphaltées ont disparu. À leur place, il ne reste que des pistes de terre battue, creusées de trous et hérissées de bosses. Déchets, poussière, boue et eaux stagnantes font désormais partie du décor quotidien.

Pourtant, Tabarre est l'une des communes les plus dynamiques du pays. On y trouve de nombreux entrepôts, centres

commerciaux et entreprises. Cette activité économique génère d'importantes recettes. Pour les cartels de maires qui se succèdent à la tête de la commune, cette richesse est une véritable manne. Mais lorsqu'il s'agit d'améliorer les infrastructures ou les conditions de vie de la population, les résultats sont invisibles.

La saison des pluies qui approche risque d'aggraver davantage la situation. À moins que la population ne les contraigne à agir, Tabarre continuera de s'enfoncer dans la dégradation et l'abandon.■

## NOTRE DRAPEAU EST ROUGE

Chaque 18 mai, on célèbre le drapeau haïtien. Des cérémonies, des défilés et des festivités sont organisés sur un fond de nationalisme et de patriotisme. Riches et pauvres, patrons et travailleurs, exploités et exploités sont invités à se reconnaître dans le même symbole national.

Chaque pays possède son drapeau. Et ce n'est pas un hasard. Les classes dirigeantes ont toujours utilisé les symboles nationaux pour faire croire que les riches et les pauvres, les patrons et les travailleurs, partagent les mêmes intérêts. Sous le même drapeau, on demande aux exploités d'oublier les divisions sociales et de se ranger derrière ceux qui les dominent.

Pourtant, la réalité est tout autre. Les travailleurs produisent les richesses tandis qu'une minorité les accapare. Ceux qui leur demandent de se sacrifier au nom de la patrie, au nom du profit, se montrent souvent incapables d'améliorer leurs conditions de vie.

Les travailleurs ne doivent donc pas se laisser tromper par les discours sur une prétendue unité nationale. Les patrons et les travailleurs n'occupent pas la même place dans la société. Les uns vivent de l'exploitation ; les autres vivent de leur travail.

C'est précisément pour répondre à cette illusion nationale que le mouvement ouvrier international a choisi un autre symbole : le drapeau rouge. Face aux drapeaux nationaux de la bourgeoisie, les travailleurs ont hissé leur propre drapeau de classe.

De plus en plus présent dans les manifestations ouvrières à Port-au-Prince, le drapeau rouge symbolise la solidarité des travailleurs au-delà des frontières, des langues

et des nationalités. Il rappelle que les ouvriers haïtiens ont davantage en commun avec les ouvriers dominicains, américains, français ou chinois qu'avec les riches de leur propre pays.

Le drapeau rouge n'est pas celui d'un État. Il représente l'unité des exploités du monde entier contre toutes les formes d'exploitation. Il affirme que les travailleurs constituent une seule et même classe, quels que soient leur pays ou leur couleur de peau.

Comme l'écrivait Karl Marx dans le Manifeste du Parti communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Pour les travailleurs, l'avenir ne réside pas dans l'union avec ceux qui les exploitent, mais dans leur propre organisation et dans leur solidarité internationale. ■

## DES LUTTES SPONTANÉES AUX LUTTES CONSCIENTES

Environ un mois après le décret du gouvernement fixant la nouvelle grille de salaires des ouvriers, les retours sont mitigés. Si dans l'ensemble le travail a repris sur la zone industrielle dans le secteur de la sous-traitance, certains travailleurs sont remontés par la façon dont le mouvement a été mené par les syndicats.

Selon ces travailleurs, aucune sensibilisation n'a été faite, aucune rencontre n'a été organisée avec eux au niveau du parc SONAPI ni ailleurs sur les tenants et aboutissants de ce mouvement. Les initiateurs ont parié sur le ras-le-bol des mauvaises conditions de travail et le blocage des salaires du monde du travail depuis 4 ans pour lancer leur mouvement.

C'est vrai que les travailleurs ont répondu favorablement à l'appel à manifester en gagnant les rues le lundi 13 avril dernier mais les manifestations auraient pu avoir une tout autre ampleur si un minimum avait été fait pour les conscientiser, et les associer à la préparation du mouvement.

Sur les objectifs visés, sur le parcours et la sécurité des manifestants, sur

l'évaluation de la mobilisation chaque jour, les travailleurs estiment qu'ils avaient leur mot à dire. Les décisions importantes devaient être débattues et adoptées démocratiquement.

Après trois semaines, le mouvement s'est terminé dans les jours qui ont suivi l'annonce par le gouvernement d'une hausse de 45 % sur le salaire minimum passant de 685 gourdes à 1000 gourdes. C'est la patronne du syndicat dont les militants de base revendiquaient 3000 gourdes comme salaire minimum journalier qui a fait l'annonce. Les travailleurs n'ont été consultés, à aucun moment.

En lieu et place des 3 000 gourdes revendiquées par les ouvriers, le gouvernement en a octroyé 1000 gourdes comme salaire minimum journalier. Les syndicats ont arrêté le mouvement.

Pour les travailleurs qui souhaitaient que l'ensemble des revendications soient satisfaites, 3000 gourdes comme salaire minimum et le retrait du décret sur l'augmentation des prix des produits pétroliers, il aurait fallu une autre forme d'organisation et plus de combativité. Il aurait fallu que les travailleurs ne restent pas à la traîne des organisateurs mais se soient mis en mesure de diriger leurs luttes. Qu'ils s'organisent indépendamment, tiennent leurs réunions sur le mouvement, fassent leur bilan régulièrement. Il faudrait s'adresser à tout le monde du travail et se donner les moyens de les réunir tous derrière ces revendications pour se donner une chance de faire plier le gouvernement et le grand patronat.

Ce n'est que partie remise. Espérons que les travailleurs se montreront plus vigilants la prochaine fois. ■

## DANS LES ENTREPRISES

### L'APPLICATION DU NOUVEAU SALAIRE : LA CONTRE-OFFENSIVE PATRONALE

Depuis la publication de l'arrêté fixant le nouveau salaire minimum, l'ensemble du patronat haïtien est passé à la contre-offensive. Les dirigeants d'entreprises multiplient les manœuvres soit pour entraver l'application du nouveau salaire, soit pour en réduire les effets pour les ouvriers. Certains, plus radicaux encore, sont allés jusqu'à déclarer qu'ils ne paieraient pas le nouveau salaire.

L'usine Caribbean Island avait fermé ses portes depuis plusieurs semaines. Les ouvriers rapportent que le patron refuse catégoriquement d'appliquer le salaire de 1 000 gourdes. Selon lui, tant que les travailleurs n'auront pas terminé le contrat en cours, ils continueront d'être payés à raison de 685 gourdes par jour.

Le patron de Quality H. Sewing, Felix Abraham, n'est pas non plus satisfait de la nouvelle grille salariale. Pour exprimer son mécontentement, il a décidé arbitrairement de ne plus prélever la cotisation à l'OFATMA et à l'ONA pour ses ouvriers. Ils les obligent à travailler par demi-journée quand il n'ordonne pas leur mise à pied.

À la SONAPI, où plusieurs usines sont dirigées par des entrepreneurs coréens, ce sont les mesures prises concernant le salaire de production qui suscitent la colère des travailleurs. Selon l'arrêté, le salaire minimum de production est fixé à 1 300 gourdes. Cependant, dans ces usines, les directions augmentent les quotas à un niveau tel qu'il devient impossible pour les ouvriers de les atteindre. Ainsi, les travailleurs se voient privés des 300 gourdes supplémentaires auxquelles ils devraient avoir droit.

Dans d'autres secteurs, les stratégies patronales ne manquent pas. C'est le cas de certaines compagnies de sécurité qui prétendent que le salaire de 925 gourdes ne sera applicable qu'après trois mois, alors que l'arrêté précise

clairement qu'il entre en vigueur à compter du 6 mai 2026.

À MSC, une entreprise relevant du segment B, où le salaire minimum est fixé à 900 gourdes, la direction affirme qu'elle n'a aucune intention d'appliquer cette augmentation.

Dans bien d'autres entreprises encore, les employeurs ignorent simplement la nouvelle grille salariale. Pressions, menaces, chantage à l'emploi : tous les moyens sont bons pour contraindre les salariés à accepter des rémunérations inférieures à celles prévues par la loi.

Cette situation démontre la nécessité pour les travailleurs de tous les secteurs de s'unir afin de lutter ensemble contre l'exploitation dont ils sont victimes. ■

### PRÉLÈVEMENT DE L'OFATMA À WILBÈS

Plus de vingt ans après son ouverture, le groupe Wilbès Haïti vient de prélever, pour la première fois, une cotisation destinée à l'assurance maladie, maternité et accident sur le salaire de ses ouvriers.

L'annonce a été faite quelques jours après la publication de l'arrêté sur la nouvelle grille salariale. Pendant plus de vingt ans, les travailleurs de Wilbès ont été

privés de couverture en matière de maternité, de soins de santé et d'accidents du travail. Pourquoi cette décision maintenant ? Beaucoup d'entre nous se sont posé la question.

Nous avons d'abord cru à une manœuvre visant à récupérer, sous forme de cotisation, une partie de l'ajustement salarial que nous venions d'obtenir. De fait, lors de la paie du 28 mai, nous avons constaté le prélèvement de cette nouvelle cotisation, qui

s'ajoute à celles de l'ONA ainsi qu'à trois autres retenues déjà effectuées sur notre salaire.

La majorité d'entre nous accepte difficilement cette nouvelle ponction sur un revenu déjà insuffisant. Nous estimons néanmoins qu'une assurance maladie et accident est nécessaire. Dans ce contexte, la lutte pour l'obtention de la carte d'assuré ainsi que pour l'accès effectif aux services de l'OFATMA constitue une tâche urgente qui s'impose à l'ensemble des travailleurs. ■

## 800 GOURDES, LOIN DU COMPTE

Vilipendé par les slogans des travailleurs au cours des trois semaines de mobilisation durant le mois d'avril, le gouvernement d'Alix Fils Aimé a été contraint d'ajuster le salaire minimum de 45 % passant de 685 à 1000 gourdes. Publié dans le journal officiel du gouvernement, le décret est entré en vigueur le 6 mai dernier.

Après les prélèvements obligatoires à la source de près de 20 % tels Impôt sur le Revenu IRI, CFDTQ, ONA, OFATMA, etc, seulement 800 gourdes entreront dans les poches des travailleurs. Une pitance qui est loin de couvrir les besoins mêmes élémentaires d'une famille ouvrière. Entre les prix du transport en commun, du loyer, de la scolarité d'un ou de deux enfants, de la nourriture, des vêtements, le compte n'y est pas.

Une ouvrière qui habite à Carrefour doit prendre une double course, une première qui la dépose à « Carrefour Tifou », 200 gourdes, une deuxième qui l'emmène à Trois Mains sur la route de l'aéroport, 100 gourdes pour un total de 300 gourdes. L'aller-retour lui revient à 600 gourdes. Il lui reste seulement 200 gourdes pour sa journée.

Toute mère ou tout père de famille sait que même disposant d'un billet, il est presque impossible de faire convenablement le plus petit des plats.

En effet, depuis 2022 le salaire des travailleurs n'a jamais été ajusté malgré les records de l'inflation à la hausse et de la dévaluation de la gourde. Les ouvriers ont bu le calice jusqu'à la lie avec un salaire minimum dont la valeur réelle avoisinait un dollar pendant 4 ans. Quand les travailleurs évoquaient la question, les gros patrons se sont mis à se plaindre comme s'ils étaient les derniers pauvres du pays. Il a fallu la

mobilisation des ouvriers pour les forcer à lâcher du lest.

Le salaire journalier net de 800 gourdes, soit 6 dollars aujourd'hui, descendra autour de 3 dollars toujours par le biais de l'inflation et de la dévaluation de la gourde en dehors des luttes des travailleurs, comme depuis les quarante dernières années. Ainsi va l'esclavage capitaliste. La classe ouvrière ne s'en sortira que par la révolution.■

### Chez Abraham : le patron contre-attaque !

Le patron, Abraham Felix, avait annoncé qu'il ne prélèverait plus les cotisations destinées à l'ONA et à l'OFATMA sur les fiches de paie pour protester contre le nouveau salaire de 1000 gourdes. Dans les faits, cette décision lui permet surtout de ne plus verser sa propre contribution à ces deux institutions et ainsi de réduire ses dépenses.

Effectivement, lors de la dernière paie, aucune retenue n'a été effectuée pour l'ONA et l'OFATMA. Le patron tente ainsi de reprendre d'une main ce que la mobilisation des travailleurs l'a obligé à donner de l'autre.

Qu'il verse ou non sa contribution à l'OFATMA, le patron demeure responsable des accidents du travail et des maladies liés à l'activité de l'usine. Si un travailleur est blessé ou tombe malade dans l'exercice de ses fonctions, l'employeur doit en assumer les conséquences.■

## DANS L'INTERNATIONAL

### CUBA DANS LE VISEUR DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Depuis plus de soixante ans, les États-Unis s'acharnent contre Cuba. Républicains ou démocrates, les gouvernements se succèdent à Washington, mais l'objectif reste le même : asphyxier économiquement l'île afin de faire plier un régime qui refuse de se soumettre aux intérêts américains. Mais ce sont les classes populaires qui paie le plus lourd tribut.

L'administration Trump porte aujourd'hui cette politique à un niveau supérieur. Depuis son retour au pouvoir, elle a renforcé les sanctions, rétabli plusieurs mesures répressives abandonnées par ses prédécesseurs, et étendu les restrictions à des secteurs entiers de l'économie cubaine ainsi qu'aux entreprises étrangères qui commercent avec l'île.

Les restrictions sur le commerce, l'énergie, les transactions financières et les transferts d'argent aggravent les pénuries. Les difficultés d'approvisionnement en carburant provoquent des coupures d'électricité répétées et une nouvelle hausse du coût de la vie. Selon plusieurs témoignages, des patients dépendants d'appareils médicaux auraient même perdu la vie lors de longues interruptions du courant.

Les principales victimes sont les petits fonctionnaires de l'administration publique, la classe ouvrière dans son ensemble, les chômeurs, qui depuis des dizaines d'années vivent dans la précarité en raison de leurs conditions de vie misérable. C'est sur eux que s'abattent les conséquences criminelles de l'embargo américain, pas sur les dignitaires, les bureaucrates locaux qui s'enrichissent malgré l'embargo.

En effet, le chômage bat son plein et le travail est sous-payé. Manger à sa faim, se vêtir, etc. est un casse-tête chinois pour la

population. Même des cadres de l'administration, des médecins, des infirmières ont du mal à subvenir à leurs besoins tant les salaires sont bas. Ils ne peuvent pas s'approvisionner dans des beaux magasins qui sont dans les principales villes du pays à l'instar des dignitaires proches du régime.

Bien avant l'embargo de l'administration Trump, des milliers de cubains des couches pauvres de la population tentent par mille moyens de fuir la misère. En Haïti, il y a même un quartier qui s'appelle Cuba en raison de la présence d'une forte immigration cubaine. Ce sont pour la plupart des gens qui cherchent à joindre les deux bouts. Ils achètent tout ce qu'ils trouvent sur le marché tels des vêtements et chaussures usagés, des jouets et autres bricoles à bon marché en provenance de la Chine, pour aller les revendre à Cuba. Et que dire des milliers de jeunes filles qui sont

obligées de se vendre juste pour avoir de quoi manger à leur faim.

Donald Trump ne viendra pas pour changer le sort de la population pauvre de Cuba comme beaucoup au sein des classes populaires peuvent le penser ou le souhaiter. L'impérialisme n'a jamais fait de cadeaux aux classes exploitées. Le sort des masses populaires ne changera pas non plus avec le retour des partisans de Baptista déchu en 1959.

Quant au régime en place, ce qu'il propose à la population est loin des idéaux du socialisme ou du communisme comme les propagandistes du régime veulent le faire croire. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Il appartient à la classe ouvrière, aux paysans pauvres, aux classes laborieuses, de la rendre effective en s'accaparant du pouvoir politique par leurs luttes indépendantes et conscientes.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.